

Le pivot oriental russe : la Sibérie sauvera-t-elle la Russie ?

vendredi 10 avril 2026, par [Laetitia SPETSCHINSKY](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Laetitia SPETSCHINSKY](#), **Le pivot oriental russe : la Sibérie sauvera-t-elle la Russie ?**
, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 10 avril 2026.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La sibérisation apparaît comme le versant logistique d'une ambition identitaire, économique, industrielle et stratégique.

Cette idée-programme doit être lue en regard de la guerre en Ukraine qui acte le basculement paradigmatique du destin russe.

Si le pari de la sibérisation réussit, il alimentera l'effort militaire grâce à une modernisation et une diversification profonde du tissu économique et stratégique russe. A l'inverse, si Moscou gagne sa guerre d'Ukraine et sécurise son emprise sur les régions annexées, elle pourra concentrer ses efforts sur l'accélération du pivot oriental.

À ce stade, cependant, les deux "projets" (guerre *versus* recentrage sibérien) se concurrencent dans l'allocation des ressources.

Le risque pour Moscou est qu'en poursuivant ces deux ambitions simultanément, le pouvoir russe perde les deux à la fois : le mégaprojet sibérien aura englouti des fonds nécessaires à la conquête de l'Ukraine, et l'aventurisme militaire en Ukraine aura retardé de plusieurs décennies la nécessaire diversification de l'économie russe.

LA sibérisation, popularisée par le politologue russe Sergueï Karaganov à partir de 2025 [1], désigne le recentrage de la Russie sur la profondeur stratégique, de l'Oural à l'Extrême-Orient et à l'Arctique.

Elle articule une réorientation identitaire, économique et stratégique vers l'Asie, dans un contexte de rupture définitive avec l'Occident.

Pour Moscou, la « priorité stratégique du XXIème siècle » [2] consiste à ancrer le développement de la Russie dans sa partie asiatique. Elle constitue la dimension intérieure d'un phénomène plus largement connu depuis le milieu des années 2000 comme le « pivot vers l'Est » de la Russie.

Le discours de [la sibérisation](#) donne une cohérence doctrinale à des tendances déjà à l'œuvre : basculement commercial vers l'Asie, recentrage sur la profondeur stratégique, réactivation d'un imaginaire sibérien comme matrice de l'identité nationale.

Porter le regard sur cette réalité, c'est faire le point sur les dynamiques en cours - sans chercher ni à les magnifier, ni à les minimiser. Il s'agit avant tout d'**ajuster notre vision** à travers l'épais brouillard heuristique pour **comprendre le basculement structurel du Heartland** et tenter d'identifier les contours de l'Eurasie de demain.

Cette étude se structure autour de 5 axes.

Le premier consiste à périodiser l'évolution de la politique de déploiement capacitaire à l'Est de la Russie contemporaine. Loin d'être neuve, l'idée prend corps administrativement à l'aube du troisième mandat de [Vladimir Poutine](#) dans le contexte d'une rupture assumée avec l'Occident. Les **jalons institutionnels et économiques** de la sibérisation - qui ne porte pas encore son nom - nous donnent à voir une politique déterminée sur le principe, mais dont les

ambitions sont systématiquement reportées par l'habitude et le confort d'un développement occidental relativement fluide et confortable.

Mais la rupture de 2014 puis celle de 2022 impliquent d'accélérer le déplacement de trois piliers du développement national : **l'industrie** (point II), la **population** (point III), et la **défense** (point IV). Le quatrième axe apparaît en filigrane : celui de la **connectivité** (point V), qui s'impose comme la clef de voûte des trois précédents. En effet, sans modernisation du rail, des ports et des aéroports, les incitants à la relocalisation dans l'immensité sibérienne sont voués à l'échec - et leur montée en capacité invalidée par l'absence de relais efficaces.



Laetitia Spetschinsky

Laetitia Spetschinsky, Docteure en relations internationales et chargée de cours invitée à l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Chercheure associée à l'Institut autrichien des relations internationales. Laetitia Spetschinsky organise régulièrement une Master Class Géopolitique de l'Eurasie dont l'actualité est présentée sur le site www.skyls.eu.

Crédit L. Spetschinsky

I. UNE IDÉE ANCIENNE, DES JALONS NEUFS

Le balancier identitaire russe

L'élan identitaire vers la Sibérie n'est ni neuf ni spontané : il s'inscrit dans une longue tradition de balancier entre fascination européenne et retour aux « racines » orientales de la Russie. D'Ivan le Terrible (XVI^e s.) aux oscillations contemporaines entre occidentalistes et slavophiles, l'histoire russe est rythmée par des cycles de rapprochement et de désenchantement à l'égard de l'Europe [3].

La philosophie politique russe s'est d'ailleurs structurée autour de cette interrogation récurrente : « Sommes-nous européens, et en quel sens ne le sommes-nous pas ? ». De 1917 à 1991, la figure de l'« *homo sovieticus* » avait tenté de balayer cette tension en proposant une troisième voie, ni d'est, ni d'ouest, mais soviétique et à vocation universelle.

[La chute de l'URSS \(1991\)](#) a ramené au premier plan le balancier identitaire classique : une génération a grandi sous l'impulsion d'Eltsine (1991-1999) dans l'horizon d'une Russie européenne, avant que le mouvement ne bascule vers l'est au cours du deuxième mandat présidentiel de Vladimir Poutine (2004-2008).

Le cadre mental de la sibérisation est donc celui d'une cyclicité structurelle, dont Karaganov propose de faire un point d'arrivée, plutôt qu'un épisode historique.

Le désenchantement de l'Occident comme déclencheur

Dans cette dynamique, le basculement vers l'Est procède toujours d'un double mouvement : désillusion à l'égard de l'Occident, perçu comme traître ou hostile, et opportunisme politique face à de nouvelles fenêtres de puissance à l'Est.

Les faux Dimitri au début du XVII^e siècle, l'agression napoléonienne, la guerre de Crimée, la volte-face allemande en 1941, puis, à l'époque contemporaine, le Kosovo, le système anti-missiles américain, les révolutions de couleur, les élargissements de l'OTAN et de l'UE et le Maïdan ukrainien - pour n'en citer que les principaux - constituent autant de jalons qui alimentent le récit de la duperie occidentale.

« Dès maintenant la Russie et l'Europe ne sont plus une mais sont deux. Et non dans le sens que nos ennemis voudraient donner à cette séparation mais dans un sens tout opposé. Ce n'est pas nous qui serons refoulés chez nous, mais c'est l'Occident qui sera expulsé de notre sol, matériellement d'abord, moralement ensuite » [4]

Le virage poutinien s'inscrit pleinement dans cette séquence : la trahison de l'Occident justifie la recherche d'un ancrage asiatique, et la sibérisation en est la traduction intérieure.

La nouveauté ne tient donc pas au diagnostic identitaire - Karaganov en est le consolidateur davantage que l'inventeur - mais à **la décision politique de rompre délibérément les interdépendances économiques et financières avec l'Occident** et de figer le balancier.

Là où l'histoire russe suggère que chaque phase d'hostilité finit par être suivie d'un rapprochement, le Kremlin actuel postule la possibilité d'un décrochage définitif, que la sibérisation est censée ancrer dans ses infrastructures.

La doctrine Primakov : prémices du pivot

Le pivot vers l'Est de la Russie remonte aux premiers pas de l'ère post-soviétique. Dès 1996, Evgueni Primakov, ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre sous Boris Eltsine, théorise une doctrine géopolitique articulée autour de trois axes structurants : la Russie ne peut être réduite à une puissance européenne moyenne ; le monde post-guerre froide sera

multipolaire et non dominé par les seuls États-Unis ; la Russie conserve un droit de regard privilégié sur son « étranger proche ». Cette doctrine se traduit opérationnellement par une diplomatie triangulaire nouant des liens avec les partenaires asiatiques et moyen-orientaux, afin de retrouver des marges de manœuvre face à Washington et aux Européens.

De l'autre côté de l'Amour, Pékin saisit l'occasion pour conclure le « **partenariat stratégique** » avec une Russie vacillante tout en jetant les bases d'une coopération régionale, le « Groupe de Shanghai » (avril 1996), qui se consacre initialement à entériner les tracés frontaliers [5]. Ces rencontres abordent progressivement des dossiers plus complexes : l'énergie, le commerce, et le renseignement (pour contenir les menaces terroristes et séparatistes). En 2001, le format souple des rencontres de Shanghai s'institutionnalise sous la forme de l'**Organisation de coopération de Shanghai** (OCS) qui perdure et s'élargit au-delà du continent [6].

2007-2014 : du discours de Munich à la rupture Criméenne

Au cours des années 2000, le pivot vers l'Est se précise conceptuellement, comme en atteste le discours de Vladimir Poutine à Munich en février 2007, où il dénonce l'unilatéralisme américain. Parallèlement, Moscou met l'accent sur les partenariats croisés avec les BRICS et les institutions régionales asiatiques, notamment par la signature du traité d'amitié et de coopération (TAC) avec l'ASEAN en 2004.

Pourtant, la réalité tarde à rejoindre l'ambition. Les grands projets d'infrastructures structurants restent tournés vers l'Ouest - notamment les gazoducs Nord Stream I et II - et les investisseurs européens ou américains détiennent encore entre 55 % et 75 % du stock d'IDE russe, révélant une dépendance structurelle à l'investissement occidental [7].

2014 - Les premiers jalons du déploiement oriental

Le retour de Vladimir Poutine au Kremlin, en 2012, ramène l'Orient russe au cœur des priorités. Il est important de rappeler que ce troisième mandat présidentiel démarre dans un contexte de crispation accrue en politique intérieure : la « Marche des millions » contre la capture du pouvoir, l'ascension d'opposants comme Alexis Navalny, ainsi que les printemps arabes ravivent les craintes d'un changement de régime à Moscou. **Le décrochage euro-russe s'enclenche et, d'emblée, les premières mesures de sibérisation apparaissent.**

La création en mai 2012 d'un ministère pour le Développement de l'Extrême-Orient annonce la volonté poutinienne de reprendre le pilotage des régions reculées, comme elle signale l'intention de territorialiser le pivot oriental [8].

En créant un appareil dédié, le Kremlin reconnaît que le rattrapage de l'Est exige des politiques spécifiques et une coordination centrale.

L'année 2014 marque une rupture évidente. Après l'annexion de la Crimée et l'adoption de sanctions occidentales, ce basculement vers l'Est devient la priorité absolue du Kremlin. Des mesures concrètes d'incitation à l'investissement prennent forme à travers les régions.

En décembre 2014, un décret présidentiel crée des **Territoires de Développement Prioritaire** (TOR) visant à implanter des pôles industriels d'excellence par une dérégulation fiscale. En 2015, cette logique est étendue aux flux transfrontaliers avec le **Port Franc de Vladivostok** (FPV), dont le régime douanier couvre une vaste façade maritime. Enfin, le

déploiement des **Régions Administratives Spéciales** (SAR) en 2018 sur les îles Rousski (Extrême-Orient) et Oktiabrski (Kaliningrad) vient parachever cet arsenal pour offrir un sanctuaire aux capitaux rapatriés [9].

Par ailleurs, d'importantes ouvertures commerciales sur l'Asie accompagnent cet élan.

En mai 2014, Moscou conclut avec Pékin l'accord sur la **construction du premier gazoduc russo-chinois**, le *Power of Siberia*, qui permettra d'écouler 38 milliards de m³ par an vers la Chine, et fait un premier pas vers la fin de la dépendance aux exportations vers l'Europe.

Six mois plus tard, en janvier 2015, **l'Union économique eurasiatique** est officiellement lancée [10] et s'arrime d'emblée aux Nouvelles Routes de la soie chinoises inaugurée deux ans plus tôt. Un nouveau format voit le jour pour accompagner cet élan : le **Forum économique oriental** [11], un sommet annuel spécifiquement dédié au développement économique de la région à travers la coopération économique avec l'Asie-Pacifique.

2018-2022 : plans massifs, lenteurs structurelles

La périodisation révèle cependant des hésitations stratégiques.

Le quatrième mandat présidentiel de Vladimir Poutine en 2018 s'ouvre sur des grands plans d'investissement infrastructurels, avec un effet d'annonce considérable : l'équivalent de 300 milliards de dollars sur six ans est alloué à douze « projets nationaux », dont une part substantielle dédiée à la connectivité (routes, chemins de fer, aéroports régionaux) à travers l'immensité russe [12]. Il s'agit de rattraper à la hâte de longues décennies de négligence à l'égard des régions les moins rentables de Russie, où l'infrastructure sert d'abord les villes d'importance fédérale et les régions productrices d'hydrocarbures [13].

L'Extrême-Orient et l'Arctique sont désormais unis institutionnellement pour donner corps au pivot oriental de la Russie.

L'année suivante, le Kremlin raccroche le « territoire de développement prioritaire » arctique au ministère de l'Extrême-Orient. **L'Extrême-Orient et l'Arctique sont désormais unis institutionnellement pour donner corps au pivot oriental de la Russie. Le point de mire du développement est clair : à terme, la production sibérienne devra pouvoir être acheminée sur les côtes arctiques et pacifiques d'où un maillage maritime lui permettra d'accéder directement au consommateur asiatique.**

C'est ce qui transparaît clairement de cette autre stratégie de développement, mise à jour à l'automne 2020, au sujet de l'Arctique [14] qui fixe l'objectif d'augmenter l'extraction des ressources naturelles ([la zone arctique](#) est à l'origine de 90 % du gaz et 60 % du pétrole produits en Russie [15]) et d'accroître le trafic de fret de la Route Maritime du Nord.

Pourtant, les grands chantiers démarrent lentement. Les intérêts économiques demeurent largement orientés vers l'Ouest, l'attractivité de l'Orient pâtit du manque de connectivité et du dépeuplement, et les contraintes budgétaires comme les résistances bureaucratiques freinent

la mise en œuvre du grand bond vers l'Est.

De plus, la pandémie de COVID-19 suspend inopinément cet élan.

La relance de 2021 est présentée comme un retour à la trajectoire initiale, mais elle intervient alors que les tensions montent à la frontière ukrainienne. Dès lors, le calendrier de développement infrastructurel se superpose à celui de la préparation de la guerre, avec des effets ambigus : d'un côté, la nécessité de corridors orientaux performants pour des échanges avec l'Asie ; de l'autre, une mobilisation croissante des ressources pour l'effort militaire.

2022 : un impératif existentiel

La guerre qui débute en février 2022 rebat les cartes du jeu. Le basculement vers l'Est n'est plus présenté comme un projet de diversification ou de résilience, mais comme un impératif existentiel. Le discours du Kremlin, en particulier lors des Forums économiques orientaux de 2023 et 2024, insiste sur le caractère irréversible du pivot, sur le rôle « décisif » de l'Extrême-Orient dans le positionnement de la Russie dans un monde multipolaire, et sur la centralité des corridors orientaux pour la survie économique du pays sous sanctions.

Cette radicalisation du récit politique crée un décalage nouveau : **le pivot n'est plus une option, mais un impératif**. Il s'agit désormais de mobiliser - en les déplaçant - les ressources humaines, industrielles, financières et stratégiques qui feront de l'Extrême-Orient le moteur du développement national.

II. DÉPLACER L'INDUSTRIE : DISPOSITIFS ET LIMITES

Incitations fiscales, zones spéciales et port franc

Sur le plan économique, la sibérisation repose sur un éventail de régimes spéciaux destinés à exploiter les potentialités de l'Extrême-Orient en dépit de ses deux grandes contraintes naturelles : la distance et le climat.

Depuis 2014, le Kremlin déploie des instruments qui ciblent tour à tour l'investissement productif, le transit maritime et le capital des élites.

Première strate, les **Territoires de développement prioritaires** (*Territorii Opéréjdaïouchtchego Razvitia/TOR*), présentés en anglais comme *Advanced Special Economic Zones* (ASEZ), créés par la loi de fin 2014 et mis en place à partir de 2015.

On en compte désormais seize dans le district fédéral de l'Extrême-Orient, couvrant dix des onze sujets du district. Ces TOR/ASEZ offrent aux résidents une fiscalité allégée, des charges sociales réduites, des régimes douaniers préférentiels et des procédures administratives simplifiées. Leur vocation est productiviste et vise à attirer des usines, des projets logistiques, de l'agro-industrie ou des services exportateurs dans des territoires précis, pour y créer des emplois et des chaînes de valeur locales.

« Une nouvelle carte industrielle » selon Vladimir Poutine

Lors du 10ème Forum économique oriental en septembre 2025, Vladimir Poutine affirme qu'« une base industrielle moderne est en train de se constituer » et qu'« une nouvelle carte

industrielle de la région émerge ». Il cite « des milliers de nouveaux points de croissance », parmi lesquels la mine et usine de traitement de Baimsky en Tchoukotka, le projet Udokan Copper dans le Transbaïkal, le complexe de traitement du gaz et pétrochimique de la région de l'Amour, l'usine d'engrais minéraux de Nakhodka, le chantier naval Zvezda dans le Primorié ou encore l'usine hydrométallurgique du territoire de Khabarovsk, présentés comme autant d'entreprises « de classe mondiale » [16]. Les **Territoires de Développement Prioritaire** sont privilégiés pour accueillir la montée en puissance de l'industrie nationale : c'est la première strate de la sibérisation, celle qui fait naître une dynamique de terrain.

Deuxième strate, le **régime du port franc de Vladivostok** (FPV), adopté en 2015. D'abord centré sur Vladivostok, il a été rapidement étendu : au total, 22 municipalités dans cinq régions bénéficient désormais de ce statut, qui couvre les principaux ports et aéroports conçus comme portes d'entrée facilitées vers le grand Est. Le port franc combine régime douanier spécial, allègements fiscaux et facilités de visas, avec l'ambition de faire de l'Extrême-Orient russe un nœud de transit Asie-Pacifique pour les flux de marchandises et de services.

Troisième strate, les **Special Administrative Regions** (SAR) créées en 2018 sur l'île Russkiy (Primorié) et l'île Oktiabrskiy (Kaliningrad). À la différence des TOR/ASEZ et du port franc, qui visent d'abord l'économie réelle et la logistique, les SAR ciblent le capital offshore des élites russes : holdings et véhicules d'investissement enregistrés à Chypre, aux îles vierges britanniques ou dans d'autres juridictions, invités à se réenregistrer sur ces îles en échange d'une amnistie fiscale, entre autres avantages.

La SAR de l'île Russkiy, en particulier, se superpose à un environnement déjà doté de TOR et du port franc, offrant aux grands groupes une combinaison unique : facilités fiscales et douanières pour les projets industriels locaux, et statut juridique privilégié. En 2025, cette région revendique 106 résidents et environ 5,5 trillions de roubles d'actifs [17], soit 65 milliards de dollars, ce que les autorités présentent comme la preuve d'une « dé-offshorisation patriotique » en marche.



Carte. Russie. Les régimes spéciaux pour le développement économique

Cartographie des régimes spéciaux pour le développement économique. Capture d'écran du site du [Forum économique oriental](http://forumvostok.ru), consulté en février 2026 @forumvostok.ru. Ndlr : la SAR d'Oktiabrski n'est pas indiquée sur la carte. La France ne reconnaît pas l'annexion de la Crimée par la Russie.

Enfin, depuis le 1er janvier 2026, une quatrième strate est mise en œuvre. Les **ISEZ**, ou **International Special Economic Zones** offrent un triptyque opérationnel aux entreprises désireuses d'implanter leurs activités sur la frontière sino-russe [18] : elles y bénéficient de privilèges fiscaux, d'assurances allégées, de soutien logistique, se voient attribuer un terrain ainsi qu'une connexion facilitée aux réseaux de distribution d'énergie, d'eau et de chauffage.

La Chine, aimant et jauge de la sibérisation

Le commerce entre la Russie et la Chine a atteint 240 milliards de dollars en 2023, plus du double de 2018 et au delà de l'objectif de 200 milliards que Vladimir Poutine et Xi Jinping avaient fixé pour 2024. En 2025, Chine n'est pas seulement devenue le premier partenaire commercial de la Russie : elle représente 30% de ses échanges commerciaux.

Et pour cause : la longue frontière terrestre (4 209 km) favorise les échanges directs ; l'opposition commune à l'unilatéralisme américain et à la domination du dollar stimulent la compatibilité économique, et les ressources industrielles des deux pays se complètent toujours davantage [19]. Comme pour célébrer cette union florissante, les partenaires de l'amitié sans limite ont créé un nouveau format de dialogue pour cultiver la relation bilatérale. Le **Forum de Khabarovsk** a tenu sa première édition en 2025 et a scellé, à cette occasion, 34 accords commerciaux pour une valeur estimée à 100 milliards de roubles (environ 1,24 milliards de dollars) dans les domaines de l'énergie, de la culture, de l'écologie et du tourisme [20].

Si de nouveaux secteurs émergent, notamment celui du tourisme [21], la montée en puissance commerciale repose essentiellement sur l'exportation de matières premières russes (pétrole, gaz, charbon) et l'importation de biens manufacturés et de technologies chinoises. La Russie reste fournisseur de ressources et de marché captif pour l'industrie chinoise, plutôt que partenaire industriel à parité [22].

Deux actualités dans le domaine de l'énergie illustrent cette asymétrie.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la Chine a interrompu à 100% ses importations d'électricité russe, y compris le minimum contractuel d'environ 12 MW, au motif que le prix de gros de l'électricité russe dépassait les tarifs intérieurs chinois [23]. L'impact pour Pékin reste marginal, mais la décision prive l'Extrême-Orient russe d'un débouché utile dans un contexte de réorientation forcée des exportations vers l'Asie. Officiellement, Moscou affirme vouloir prioriser la demande croissante en Extrême-Orient et se dit prête à reprendre les livraisons à la demande de la Chine, sous réserve de nouvelles conditions « mutuellement bénéfiques », entérinant de facto une relation énergétique où Pékin fixe les termes du jeu.

Sa position de force dans la négociation permet à la Chine d'imposer des prix bas, une grande flexibilité sur les volumes et, surtout, un calendrier.

Le dossier *Power of Siberia 2* prolonge cette logique. Malgré l'annonce d'un accord de principe et d'un cadre juridiquement contraignant, les paramètres essentiels du projet – prix, volumes fermes, partage des coûts et calendrier – restent largement ouverts, les négociations butant d'abord sur la question tarifaire [24]. La Chine pousse pour des prix proches de ses niveaux domestiques et une flexibilité maximale sur les volumes, tandis que la Russie, privée de marché européen de repli, immobilise du capital dans un gazoduc dimensionné pour 50 milliards de m³ annuels que Pékin n'est pas pressé de saturer.

Le partenaire chinois agit donc comme un aimant pour la sibérisation, en attirant vers lui les ressources, les corridors et les attentes stratégiques russes. Cependant, sa

position de force dans la négociation lui permet d'imposer des prix bas, une grande flexibilité sur les volumes et, surtout, un calendrier - tandis que l'urgence domine du côté russe.

Le défi, pour Moscou, consiste donc à accélérer le passage d'une économie de transit et de rente à une relation plus équilibrée, à travers la mise en place d'un tissu industriel robuste.

Qui investit en Sibérie ? Secteurs et acteurs

L'investissement étranger se concentre principalement dans l'énergie et les industries extractives (projets LNG arctiques, hydrocarbures de Sakhaline, métallurgie, chimie), avec un rôle central des groupes chinois et japonais, et une présence résiduelle des investissements européens. Dans l'Extrême Orient russe, les autorités soulignaient déjà en 2022 que, dans certaines zones de développement avancé et dans le port franc de Vladivostok, plus de 90% de l'investissement étranger provenait de Chine [25], plaçant Pékin en position largement dominante dans certaines régions [26].

Mais les chiffres de l'investissement chinois en Russie restent modestes à l'échelle globale. Selon le *China Global Investment Tracker* de l'American Enterprise Institute [27], l'une des rares sources disponibles sur le sujet, la Russie a reçu entre 2015 et 2025 13,09 milliards de dollars d'investissements chinois (hors de la construction et de la route de la soie). À titre de comparaison, le Brésil en a attiré 49,42 milliards, l'Italie 16,61 milliards et les États-Unis 127,12 milliards. En outre, cet investissement a connu un déclin au cours des trois années de guerre : il s'est tassé de 50 % par rapport à la période précédente [28].

De fait, comme la plupart des autres acteurs [29], Pékin reste prudent face à l'instabilité réglementaire, au risque géopolitique accru et à la concurrence des besoins financiers massifs des régions annexées d'Ukraine.

Même les investisseurs nationaux, comme Oleg Deripaska, soulignent la nécessité d'un environnement plus prévisible et moins dominé par le capitalisme d'État pour éviter l'épuisement des ressources internes [30] : « L'an prochain, il n'y aura déjà plus d'argent. C'est pourquoi ils (les autorités, ndlr) ont déjà commencé à nous dépouiller. Nous aurons besoin d'investisseurs étrangers (...). (Ceux-ci) regarderont comment nous faisons de l'argent, les conditions dans lesquelles nous opérons (...) Le gouvernement doit rendre la Russie attractive pour ces investisseurs en assurant un climat d'affaires sécurisant, libre et compétitif. (...) Le capitalisme d'État n'est pas une option ».

C'est également ce que souligne le quotidien russe *Nezavisimaya Gazeta* en février 2026 : « Un élément extrêmement important du nouveau modèle de croissance devrait être un système judiciaire de haute qualité avec un droit commercial fiable, des tribunaux indépendants et un arbitrage international, ainsi qu'une protection à 100 % des biens des étrangers. Nous avons besoin de stabilité réglementaire, de libre circulation des capitaux, de visas rapides, de résidence pour les étrangers et de reconnaissance des qualifications étrangères » [31].

Dans ces conditions, la plus large part de **l'effort de sibérisation repose sur l'investissement public** : l'État finance les corridors, les infrastructures énergétiques, les zones spéciales et une partie des incitations sociales, tandis que le capital privé - national

comme chinois – adopte une posture pragmatique.

Mais ce capitalisme d'État atteint ses limites : depuis février 2022, le gouvernement a déjà consommé plus de 50% des liquidités du Fonds national de richesse (de 112,7 à 48,3 milliards de dollars en août 2025), avec des ventes quotidiennes de 120 millions de dollars qui, toutes choses égales par ailleurs, épuiserait les réserves en moins de deux ans [32].

Devenu premier investisseur national, dans un contexte budgétaire particulièrement contraignant, le Kremlin recourt à la pression fiscale sur les entreprises et les ménages pour financer la guerre et ses priorités stratégiques.

Depuis 2025, l'impôt sur les sociétés est passé de 20 à 25%, l'impôt sur le revenu est redevenu progressif (avec une exception pour les revenus des soldats déployés en Ukraine), les régimes simplifiés sont restreints, et une hausse de la TVA à 22% est applicable depuis 2026 [33]. S'y ajoutent des ponctions ponctuelles, comme la taxe sur les « super-profits » des entreprises pour 2021-2022 et d'autres contributions quasi obligatoires, qui transforment les grands groupes en sources de financement directes du budget fédéral.

Ce processus relève moins d'une dynamique spontanée ou endogène que d'une verticale du pouvoir renforcée.

En parallèle, l'État multiplie les nationalisations, les « déprivatisations » et les saisies d'actifs, pour un montant estimé à environ 50 milliards de dollars depuis 2022, au détriment aussi bien d'acteurs des pays dits inamicaux que de propriétaires russes insuffisamment loyaux [34].

Cette combinaison de hausses d'impôts, de prélèvements exceptionnels et d'arbitraire juridique alimente la perception d'un environnement instable et politisé, où les règles du jeu peuvent changer rapidement : elle renforce la méfiance des investisseurs privés, russes comme étrangers.

Elle met surtout en lumière la nature profondément politique de la « sibérisation » : impulsé et piloté par le centre, dépendant des dépenses publiques et des décisions administratives, ce processus relève moins d'une dynamique spontanée ou endogène que d'une verticale du pouvoir renforcée.

En tant qu'acteur dominant, l'État est confronté à au moins deux types d'arbitrages permanents.

Le premier concerne l'allocation des ressources entre dépenses civiles et dépenses militaires. À l'heure actuelle, l'investissement public en faveur du complexe militaro-industriel l'emporte nettement sur celui consacré aux activités civiles, même si la frontière entre ces deux sphères demeure poreuse [35]. Si des bassins industriels se développent dans les deux cas, la production à vocation civile souffre d'une concurrence budgétaire et logistique accrue — notamment en matière de connectivité et d'infrastructures — qui tend à la reléguer au second plan (*cf. infra*, point 5) [36].

Le second arbitrage oppose les périphéries entre elles. Les territoires annexés en Ukraine absorbent une part croissante des enveloppes budgétaires au titre de la « réhabilitation » et du

« développement », réduisant d'autant les marges disponibles pour la mise à niveau des infrastructures orientales et des villes sibériennes [37]. La politique bicéphale du Kremlin divise un corps affaibli et soumis à une pression maximale.

Exemple : le pont sur la Lena et celui de Kertch

Ainsi, par exemple, le projet de pont sur la Lena, essentiel pour désenclaver Yakoutsk et renforcer la connectivité sibérienne, est resté à l'état d'annonce après que le contrat du pont de Crimée, attribué en 2015, a capté les fonds fédéraux des transports initialement prévus pour cette infrastructure orientale [38]. Le pont sur la Lena est aujourd'hui en travaux et devrait, selon les ordres du Kremlin, être achevé pour 2028 [39].

III. DÉPLACER LES TRAVAILLEURS : DEMOGRAPHIE, INCITATIONS, OPACITE

La population russe (environ 145 millions habitants), est très inégalement répartie : 110 millions résident à l'ouest de l'Oural, et 35 millions à l'est, principalement sur le flanc sud, le long des routes de chemin de fer historiques.

Le district fédéral de l'Extrême-Orient représente 41 % de la superficie du pays mais seulement 6 % de sa population. Le climat extrême, le manque d'infrastructures et la faiblesse des services urbains accentuent la **difficulté de peupler durablement cette région**.

Cette situation s'inscrit dans une dynamique de déclin naturel : faible fécondité, excédent de décès sur les naissances, auxquelles s'ajoutent les pertes militaires et l'émigration d'une partie de la population active qualifiée depuis 2022 [40].

Le programme « Hectare » et les autres incitations

Pour enrayer l'exode sibérien, voire pour attirer la population dans les régions reculées, Vladimir Poutine a ratifié en 2016 une loi offrant gratuitement, pour une période de cinq ans, un hectare de terres arables dans l'Extrême-Orient russe aux citoyens qui en feraient la demande. Ce droit, initialement réservé aux habitants de l'Extrême-Orient, a été étendu à tous les citoyens russes à partir de février 2017. En 2022, des hectares supplémentaires, situés en zone arctique, ont été ajoutés au programme. Selon les données officielles, sur les 180 millions d'hectares disponibles (dont 1 million en région arctique), environ 65 000 ont été attribués (de nombreuses demandes sont refusées par les régions elles-mêmes), pour la plupart dans les régions de Primorie, de Yakoutie et sur le territoire de Khabarovsk [41].

À ces incitations foncières s'ajoutent des salaires supérieurs d'environ 50 % à la moyenne

nationale dans certaines zones, des programmes de logement, d'équipements de santé et de nouvelles universités, notamment via le programme *Priority 2030* qui sélectionne des établissements sibériens et extrême-orientaux pour en faire des pôles d'excellence scientifique et d'attractivité des talents.

Il manque 10,9 millions d'actifs d'ici 2030...

Le dernier recours : l'immigration du travail

Au-delà des incitations foncières et salariales, la réponse du Kremlin au **déficit démographique de la Sibérie et de l'Extrême Orient** passe aussi par le recours accru à **l'immigration de travail**. Les autorités russes estiment qu'il faudra ajouter environ 10,9 millions d'actifs à l'économie d'ici 2030 [42] pour compenser le déclin démographique, la baisse de la natalité et l'exode d'une partie de la main d'œuvre depuis 2022, ce qui suppose un apport massif de travailleurs migrants.

Le modèle dominant reste celui d'une migration de travail temporaire des migrants d'**Asie centrale**, qui couvrent une part importante des besoins en main d'œuvre tout en restant faiblement intégrés sur le territoire (et dont le sort fluctue en fonction des relations entre Moscou et les capitales centre-asiatiques).

Dans l'Extrême Orient, les projets d'infrastructures et des secteurs entiers, comme l'agriculture, recourent abondamment à la main d'œuvre étrangère, notamment **chinoise**. En 2019, une enquête de la *BBC* appuyée par les statistiques officielles russes estimait que les travailleurs chinois seraient présents sur environ 40% des terres arables du Grand Est russe, avec au moins 350 000 hectares sous contrôle direct ou indirect [43]. L'afflux de main-d'œuvre **nord-coréenne** a également fait l'actualité depuis la signature, en 2024, du traité d'assistance mutuelle entre Moscou et Pyongyang [44]. **Cette dépendance à une main d'œuvre importée souligne le décalage entre l'ambition de « repeupler » l'Est et l'introuvable élan des travailleurs russes vers ces régions périphériques.**

Il faut aussi considérer ici la disruption technologique – car **l'automatisation des tâches** pourrait contribuer significativement à pallier la pénurie de main d'œuvre dans les industries de pointe.

IV. DÉPLACER LA SÉCURITÉ : LA SIBÉRIE COMME PROFONDEUR STRATÉGIQUE

La question militaire achève de conférer à la sibérisation sa vocation de **réserve stratégique** — et c'est sans doute cette dimension qui en constitue aujourd'hui le ressort principal. La sibérisation répond à **une logique de profondeur stratégique imposée par la guerre** et accélérée par la vulnérabilité du territoire russe face aux frappes ukrainiennes de longue portée. Si la projection des forces reste tournée vers l'ouest, la profondeur sibérienne sert désormais de **sanctuaire** pour trois fonctions complémentaires : abriter le matériel stratégique, relocaliser la base industrielle de défense à distance des frappes, et régénérer les

unités engagées.

La façade arctique : militarisation en substitut du développement économique

Le premier élément est le renforcement progressif de la façade arctique, qui se déroule par étapes depuis une quinzaine d'années. Dans un premier temps, à partir du milieu des années 2010, Moscou rouvre ou construit une série de bases sur les îles et archipels du nord - Kotelny, Franz-Josef Land, Novaya Zemlya - afin de rétablir une présence militaire permanente le long de la Route maritime du Nord [45]. Ces sites servent d'appuis pour surveiller la zone et marquer le territoire, dans un contexte où la fonte des glaces rend la région plus accessible.

Dans un second temps, au tournant des années 2020, la Russie étend ce dispositif vers l'est en développant la base de Tiksi sur la mer de Laptev, qui devient un point de passage obligé pour la surveillance du trafic aérien et maritime et pour la transmission d'informations vers les états-majors. Parallèlement, des projets de nouvelles pistes et d'infrastructures de secours sont annoncés à Chokurdy, Kigely ou Taymylyan, tandis que l'aérodrome d'Alykel, près de Norilsk, est intégré comme point d'appui dans la partie centrale de la route arctique [46].

Cette montée en puissance graduelle - d'abord remettre des postes en service, puis densifier le réseau et combler les trous entre les sites existants - aboutit à un maillage qui poursuit trois objectifs : rendre plus coûteuse toute présence militaire étrangère dans la région, étendre la capacité de contrôle au-delà des seules eaux territoriales, et sécuriser la Route maritime du Nord comme couloir stratégique reliant l'Europe russe au Pacifique.

À mesure que ces sites sont mis en service, la façade arctique cesse d'être une zone isolée : les bases insulaires, Tiksi et les points d'appui comme Alykel forment un réseau d'observation et de communication qui relie les garnisons de l'intérieur au front nord, faisant de la Sibérie un véritable pont de commandement entre le cœur du territoire russe et l'espace arctique [47].

Sanctuarisation de la profondeur sibérienne

Après les frappes de drones ukrainiens contre les bases d'Engels (Saratov) et d'Olenya (Mourmansk) en 2024, puis l'opération « Pavutyna » (Toile d'araignée) contre la base de Belaya le 1er juin 2025 [48], l'armée russe a déplacé ses bombardiers vers des sites sibériens et extrême-orientaux : les Tu-160 ont été redéployés vers le Tatarstan, mais également vers Anadyr (Tchoukotka, à 6 750 km de l'Ukraine et 660 km de l'Alaska), et Ielizovo (Kamtchatka), des sites de la Guerre froide accessibles uniquement par voie aérienne et maritime [49]. Cette dispersion préserve la capacité de frappe par missiles de croisière sur l'Ukraine et l'Europe tout en éloignant les plateformes du théâtre de menace [50].

La sibérisation touche également la base industrielle de défense. L'exemple le plus documenté est l'expansion massive de l'usine d'explosifs de Biïsk (usine d'oléum de Biïsk / BOZ), filiale de l'entreprise d'État Sverdlov, située à 3 000 km à l'est de Moscou. Selon une enquête de Reuters fondée sur des documents de marchés publics et de l'imagerie satellite, une nouvelle ligne de production est en construction depuis 2023, avec une capacité cible de 6 000 tonnes d'explosifs par an — soit l'équivalent d'environ 1,28 million d'obus de 152 mm OF-29 [51]. Le site a été choisi précisément en raison de son éloignement : à 3 000 km de la frontière, il se trouve hors de portée de la plupart des drones ukrainiens de longue portée.

De même, l'usine aéronautique Tchkalov de Novossibirsk a livré en 2024 au moins cinq lots de bombardiers Su-34M, attestant d'un rythme de production doublé par rapport à

l'avant-2022 [52].`

L'arrière-pays comme espace de régénération des forces

Enfin, la profondeur sibérienne et l'arrière-pays russe servent de cadre à un cycle de rotation et de reconstitution des unités engagées.

Depuis 2022, la guerre d'Ukraine oblige Moscou à revenir à une logique de reconstitution des forces à l'arrière du front : la 41ème, basée à Novossibirsk, a été engagée sur le front ukrainien, largement entamée lors de la bataille de Pokrovsk au printemps 2025, puis recomposée dans ses garnisons d'origine à partir de conscrits, de mobilisés et de volontaires [53]. La profondeur sibérienne et centrale est à nouveau utilisée pour recomposer des formations de combat après une parenthèse de plusieurs décennies durant lesquelles ce modèle avait été délaissé.

De même, le maillage sanitaire russe se déploie sur deux zones : une zone frontalière, équipée d'hôpitaux et de centres de revalidation à proximité du front, et une zone de profondeur qui permet le repos, le rééquipement, la réhabilitation des blessés dans des centres spécialisés éloignés de la ligne de contact. De grands complexes comme le nouvel hôpital militaire de Mirny, dans la région d'Arkhangelsk, ou l'hôpital rénové de Polyarny (péninsule de Kola) prennent en charge les phases longues de rééducation [54]. En Sibérie, des centres municipaux de réhabilitation pour combattants de l'opération militaire spéciale se multiplient, notamment à Novossibirsk.

V. LA CLEF DE VOÛTE DU BASCULEMENT À L'EST : LA CONNECTIVITÉ

Qu'il s'agisse de relocaliser des entreprises, des hommes ou des forces stratégiques, le défi majeur - et le principal obstacle à ce stade - réside dans la connectivité de terres isolées.

En effet, pour comprendre la logique de l'arrimage russo-asiatique, il faut envisager le territoire extrême-oriental comme un ensemble intégré où les ressources seraient extraites dans le nord et à l'est, embarquées par voie fluviale, routière et ferroviaire, pour être acheminées jusqu'aux frontières terrestres de la Chine ou aux ports du Pacifique.

Le défi est à la fois quantitatif et qualitatif : il s'agit de multiplier les ouvrages industriels - ponts, ports secs, voies ferrées, ports arctiques,... - et de maximiser leur efficacité dans une logique d'intégration.

Les autorités russes saisissent chaque occasion pour présenter les avancées concrètes, trop nombreuses pour être recensées ici [55], mais **deux axes principaux de modernisation ressortent nettement : la ceinture maritime, dominée par le corridor transarctique, et la logistique terrestre, dominée par les chemins de fer.**

Moderniser la Route maritime du Nord

Dans le domaine du gaz naturel liquéfié, qui constitue l'un des piliers majeurs du commerce maritime arctique, la mise à niveau de la Route maritime du Nord repose sur la création de

deux grands complexes de transbordement de gaz naturel liquéfié opérés par la filiale Arctic Transshipment LLC de Novatek : l'un dans la baie de Bechevinskaya, au Kamchatka, l'autre dans la baie d'Oura, dans la région de Mourmansk [56]. À la fin de l'année 2023, les deux terminaux flottants étaient arrimés aux ports et les premiers chargements y furent transbordés.

Ces hubs n'exportent pas directement la production vers l'Asie ou l'Europe : ils servent de relais entre les méthaniers brise-glace de classe Arc7, qui acheminent le GNL depuis Yamal et Arctic LNG-2, et des méthaniers conventionnels. L'objectif est de réduire la distance parcourue en régime polaire, de diminuer les coûts d'exploitation des navires renforcés pour les glaces et de fluidifier le flux des cargaisons sur la Route maritime du Nord.

À terme, ces deux hubs doivent permettre de traiter un volume annuel de 40 millions de tonnes de GNL par an, tout en signalant aux acteurs asiatiques que la Russie investit dans un corridor arctique stabilisé.

Cependant, **le cœur de la connectivité reste ferroviaire** : sans un réseau efficace et adapté, ni l'industrie, ni le commerce portuaire ne peuvent espérer une montée en puissance [57]. C'est sur les rails que se cristallise la tension entre ambition et contraintes, et que se joue en grande partie la faisabilité de la sibérisation économique - comme le démontre l'enjeu central du polygone oriental.

Le polygone oriental : clef de voûte de la montée en puissance

Dans un discours prononcé le 29 février 2024 devant l'Assemblée fédérale, Vladimir Poutine a (à nouveau) insisté sur l'importance de moderniser les plus longues voies ferrées de Russie : le Transsibérien (qui relie Moscou à Vladivostok) et la ligne principale Baïkal-Amour (BAM), longue de 4 234 kilomètres et située à environ 500 km au nord-est du Transsibérien. Ces deux artères forment ensemble le « Polygone oriental », réseau de transport vital pour le commerce extérieur de la Fédération vers l'océan Pacifique et la Chine.



Carte. Russie. Chemins de fer russes à la fin des années 2010

Carte des chemins de fer russes, extraite de l'article de Pierre Thorez, « Le réseau ferroviaire russe », Rapport de l'[Observatoire franco-russe](#), 2019, consulté en mars 2026.

Le polygone oriental (Transsibérien et BAM) concentre l'ambition et les fragilités du méga projet de sibérisation. En 2023, les lignes ferroviaires ont transporté environ 150,5 millions de tonnes de marchandises, dont le charbon. Dans son discours à l'Assemblée fédérale du 29

février 2024, Vladimir Poutine a fixé l'objectif de porter cette capacité à 210 millions de tonnes par an d'ici 2030 [58].

Cependant, la réalité opérationnelle révèle des défis majeurs : **la demande actuelle est deux fois plus élevée que les voies ferrées ne peuvent supporter.**

La BAM, dont la construction a démarré sous Staline dans les années 1930 par des prisonniers du goulag, a repris dans les années 1970 sous Brejnev et n'a été achevée qu'en 1989, deux ans avant la chute de l'URSS. Les défis techniques d'alors persistent aujourd'hui : coexistence de trains de fret, passagers et militaires sur des voies vieillissantes ; panachage de cargaisons exigeant des wagons spécialisés ; terminaux sous-dimensionnés. Vladimir Poutine reconnaît lui-même, dans son allocution de septembre 2024 au 9ème Forum économique oriental, l'existence de goulets d'étranglement énergétiques persistants alors que la consommation électrique de l'Extrême-Orient devrait passer de 69 à 96 milliards de kWh d'ici 2030. Il y confirme l'ambition de **doubler les voies** de la magistrale Amour-Baïkal et de les **électrifier** - un projet qui dans l'ensemble « dépasse les projets d'investissements soviétiques qui avaient impliqué toutes les républiques et leurs ressources » [59].

Les ambitions contrariées de la connectivité sibérienne

La presse russe fait régulièrement état de déconvenues dans la grande marche vers la connectivité orientale. Loin de mener à un constat d'échec généralisé (nombre de chantiers sont en cours et aboutissent malgré la guerre et la contrainte budgétaire), les problèmes évoqués permettent d'éclairer les difficultés auxquels se heurte l'ambition politique.

Cas 1. La centrale thermique de Yakoutie

Pour l'électrification des voies de chemin de fer, la région de Yakoutie comptait depuis plusieurs années sur la construction d'une centrale thermique reliée au gazoduc *Power of Siberia* [60]. Cependant, les retards accumulés, les dépassements de coûts (environ 70 %), les difficultés liées aux conditions climatiques extrêmes, les complications de la chaîne d'approvisionnement et la substitution d'équipements occidentaux par des turbines chinoises ont bouleversé le calendrier et les bénéfices attendus.

Ce cas met en évidence une tension centrale : la logistique énergétique et ferroviaire de la sibérisation repose elle-même sur des investissements intensifs, exposés aux sanctions, à l'instabilité technologique et aux risques de gouvernance.

Cas 2. Le charbon du Kouzbass, victime collatérale de la vétusté ferroviaire



Carte. Russie. La Région administrative de Kemerovo

Carte de la Région administrative de Kemerovo, bassin minier de Kouznetsk (Kouzbass), © TUBS, disponible sur Wikimedia Commons (2026).

Le bassin du Kouzbass, qui concentre près de 60 % de la production charbonnière russe, demeure un pilier historique de l'économie extractive nationale. Fortement dépendant du transport ferroviaire pour acheminer sa production vers les ports d'Extrême-Orient et les marchés asiatiques, il subit de plein fouet la saturation des grands axes sibériens. Dans un contexte de capacités limitées, le réseau tend à privilégier les cargaisons plus rentables, ce qui réduit les volumes effectivement transportés de charbon et accroît les coûts logistiques pour les producteurs.

Ces difficultés s'inscrivent dans une crise plus large du secteur charbonnier russe [61]. Selon les estimations du ministère de l'Énergie, l'industrie aurait accumulé près de 2 100 milliards de roubles de pertes depuis 2022, sous l'effet combiné des sanctions, de la perte du marché européen, de la pression sur les prix en Asie et de facteurs fiscaux internes [62]. En 2024, environ 50 % des entreprises du secteur seraient déficitaires [63]. Face à cette situation, le gouvernement a annoncé des mesures ciblées de soutien — allègements fiscaux et subventions destinées à compenser une partie des coûts de transport — ainsi que la création d'une sous-commission chargée de répartir les aides publiques. Le cas du Kouzbass illustre ainsi la vulnérabilité d'une région mono-industrielle confrontée simultanément à des contraintes logistiques structurelles et à un choc économique d'ampleur nationale.

Cas 3. Le chemin de fer latitudinal du Nord (Northern Latitudinal Railway - NLR) [64]



Carte. Russie. Le chemin de fer latitudinal Nord

Svetlov Artem, Transpolar magistral map © OpenStreetMap contributors, disponible sur : Wikimedia

Commons.

Légende :

- Tracé en rouge : projet de chemin de fer latitudinal nord (sections en construction ou planifiées)
- Tracé en noir : lignes ferroviaires existantes

Le *Northern Latitudinal Railway* devait créer un **axe ferroviaire transversal en Sibérie arctique**, reliant les réseaux existants du Transsibérien et du BAM via une jonction d'environ 700 km entre Salekhard et Nadym, avec un pont sur l'Ob. En réduisant les distances de transport et en désenclavant des zones riches en ressources mais isolées, le projet incarnait une pièce maîtresse de la stratégie russe d'intégration économique de l'Arctique.

En 2025, le projet a été (à nouveau) suspendu en raison d'un **manque de financement**. Les autorités ont donc décidé de mettre le chantier en pause pour revoir le modèle économique, rechercher des investisseurs et redéfinir éventuellement l'ampleur du projet. Cette suspension s'inscrit aussi dans un environnement d'incertitude économique et de priorités concurrentes au sein des investissements publics.

Pris ensemble, ces trois cas montrent que la connectivité constitue un levier crucial du développement sibérien. Qu'il s'agisse d'électrifier des infrastructures ferroviaires, d'exporter le charbon ou d'ouvrir un corridor arctique transversal, chaque dynamique économique régionale dépend d'investissements lourds. Ces infrastructures, loin d'être de simples supports techniques, conditionnent directement la rentabilité des activités extractives, l'intégration aux marchés asiatiques et la cohésion territoriale.

En ce sens, la « sibérisation » de l'économie russe apparaît moins comme une question d'abondance de ressources que comme un défi de connectivité.

*

CONCLUSION : UN MOMENT PIVOT

Le volontarisme politique du Kremlin est manifeste : depuis 2012, un cadre institutionnel, discursif et stratégique cohérent a été déployé pour soutenir la sibérisation. Les idéologues offrent une justification identitaire à ce projet, tandis que les politiques publiques tentent de le traduire en infrastructures, en dispositifs fiscaux, en programmes démographiques et en recompositions de la géographie militaire.

Mais **la question centrale demeure** : dans quelle mesure ce volontarisme se traduit-il en ancrage matériel durable ? Les données disponibles montrent un commerce sino-russe en plein essor, une dispersion accrue des forces stratégiques vers l'Est, des investissements significatifs dans certains secteurs et corridors, mais aussi des faiblesses structurelles persistantes - en particulier dans le domaine transversal qu'est la mise en réseau des ressources.

Plusieurs risques structurels menacent la réussite du pivot. La complexité et l'ampleur du projet alourdissent les coûts - économiques et politiques - et minent la confiance des

investisseurs. Les sanctions restreignent l'accès aux technologies et aux financements, forçant des substitutions qui entraînent des surcoûts, des risques et exigent un ajustement permanent.

Surtout, la prudence chinoise en matière d'investissements souligne que **Pékin ne se laisse pas guider par la rhétorique politique**, mais par une évaluation pragmatique du risque et de la rentabilité.

A cela s'ajoute une prudence analogue des investisseurs russes eux-mêmes, conscients de la concurrence entre les besoins budgétaires de guerre, la reconstruction des régions annexées et la modernisation des infrastructures orientales. **Le pivot est ainsi pris entre plusieurs priorités**, toutes coûteuses, dans un contexte de contrainte budgétaire et de rivalités pour la captation des dépenses publiques.

Trois scénarios se dessinent à l'horizon 2025-2032 :

Atterrissage ordonné : le polygone oriental se modernise à l'horizon 2036 (à l'issue du 6ème mandat de Vladimir Poutine), des centres logistiques montent en capacité, des filières de transformation s'installent près des ressources, et les régions administratives spéciales de l'Extrême-Orient stabilisent un cadre crédible pour les capitaux. Dans ce scénario, le centre de gravité bascule et un nouveau tissu humain, économique et industriel offre des perspectives de croissance exponentielles.

Étirement sur la durée : des progrès logistiques partiels, mais insuffisants, conduisent l'État à compenser par des subventions et des allègements fiscaux. Le pivot reste suspendu à mi-hauteur, avec certaines relocalisations effectives - probablement dans les domaines stratégique (défense, hydrocarbures) et un budget national écartelé entre les priorités sibériennes et ukrainiennes. Dans ce scénario, le basculement est enclenché mais sa réalisation se matérialiser qu'à long-terme, à condition d'un engagement constant des pouvoirs publics.

Stagnation persistante : les goulets ne sont pas résolus, les arbitrages budgétaires sont défavorables, les investissements privés décrochent. Dans cette hypothèse, le pivot demeure avant tout rhétorique malgré certaines avancées significatives. La dépendance vis-à-vis de l'Asie s'approfondit, sans basculement réel de l'industrie ni de la démographie vers l'Est. Dans ce scénario, le Kremlin est appelé à repenser son projet national.

Trois conditions feront la différence entre ces trajectoires :

La montée en charge effective du Transsibérien et du BAM, synchronisée avec les terminaux portuaires et les raccordements énergétiques.

La stabilisation et l'attractivité du cadre économique : des règles du jeu stables, une justice commerciale prévisible, un environnement d'investissement favorable permettant de transformer des incitations fiscales en projets industriels, plutôt qu'en opérations financières.

Le capital humain : dans un contexte démographique en chute, des conditions de travail pour les citoyens russes comme pour les migrants du travail permettant de surmonter la pénurie de main d'œuvre ; ainsi qu'une automatisation des lignes de production pour combler le défi persistant de travail humain.

Formulée ainsi, la sibérisation apparaît comme le versant logistique d'une ambition identitaire, économique, industrielle et stratégique.

Cette idée-programme doit être lue en regard de la guerre en Ukraine qui acte le basculement paradigmatique du destin russe.

Si le pari de la sibérisation réussit, il alimentera l'effort militaire grâce à une modernisation et une diversification profonde du tissu économique et stratégique russe. A l'inverse, si Moscou gagne sa guerre d'Ukraine et sécurise son emprise sur les régions annexées, elle pourra concentrer ses efforts sur l'accélération du pivot oriental.

À ce stade, cependant, les deux projets (guerre *versus* recentrage sibérien) se concurrencent dans l'allocation des ressources.

Le risque est qu'en poursuivant ces deux ambitions simultanément, le pouvoir russe perde les deux à la fois : le mégaprojet sibérien aura englouti des fonds nécessaires à la conquête de l'Ukraine, et l'aventurisme militaire en Ukraine aura retardé de plusieurs décennies la nécessaire diversification de l'économie russe.

Copyright Avril 2026-Spetschinsky/Diploweb.com

Abstract

Cette étude analyse la "sibérisation" comme projet de reconfiguration durable de la profondeur russe, par le déplacement de capacités industrielles, humaines et militaires vers la Sibérie et l'Extrême-Orient. Elle met en lumière les contraintes de guerre, de finances publiques, de dépendance à la Chine et de démographie, et envisage les trajectoires possibles d'une Russie durablement tournée vers l'Eurasie.

Annexes

Liste des abréviations

AEI - *American Enterprise Institute*

ASEAN - *Association of Southeast Asian Nations*

ASEZ - *Advanced Special Economic Zones* (en russe : TOR)

BAM - *Baïkal Amour Magistral* (ligne Baïkal Amour)

BOZ - *Usine d'oléum de Biïsk* (*Biisk Oleum Zavod*)

BRICS - *Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud*

EAEU / UEE - *Eurasian Economic Union / Union économique eurasiatique*

FPV - *Port franc de Vladivostok*

IDE - *Investissement direct étranger*

ISEZ - *International Special Economic Zone*

NLR - *Northern Latitude Rail*

OCS / SCO - *Organisation de coopération de Shanghai* (*Shanghai Cooperation Organisation*)

OTAN - *Organisation du traité de l'Atlantique Nord*

PME - *Petites et moyennes entreprises*

SAR - *Special Administrative Regions* (Régions administratives spéciales)

TAC - Traité d'amitié et de coopération (avec l'ASEAN)

TOR - *Territorii operejdaïouchtchego razvitiia* (Territoires de développement prioritaire / zones de développement avancé)

UE - Union européenne

P.-S.

Laetitia Spetschinsky, Docteure en relations internationales et chargée de cours invitée à l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Chercheure associée à l'Institut autrichien des relations internationales. Laetitia Spetschinsky organise régulièrement une Master Class Géopolitique de l'Eurasie dont l'actualité est présentée sur le site www.skyls.eu.

Notes

[1] Guillaume Lancereau, « Sibérisation : le futur dystopique de la Russie de poutine selon Karaganov », *Le Grand Continent*, 3 juin 2025.

[2] Vladimir Poutine, « Discours annuel à l'Assemblée », Moscou, 12 décembre 2013, <http://en.kremlin.ru>, consulté février 2026.

[3] Voir à ce sujet Michel Niqueux, *L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe de Karamzine à Poutine*, Paris, Institut d'études slaves, 2017.

[4] *Lettres d'un vétéran russe de l'année 1812 sur la question d'Orient*, publiées dans P. d'Ostafievo, Lausanne, 1855, lettre XXIV, septembre 1854, cité dans M. Niqueux, « L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe de Karamzine à Poutine », Paris, Institut d'études slaves, 2017.

[5] Jean-Pierre Cabestan, « L'Asie centrale vue de Chine », *Relations internationales*, 145(1), 16 mai 2011, pp. 53-70.

[6] Mercator Institute for China Studies, « China and Russia are using the Shanghai Cooperation Organization to push alternative global order », 31 juillet 2025, <https://merics.org>, consulté février 2026.

[7] Marta Domínguez-Jiménez, Nicolas Poitiers, « FDI another day : Russian reliance on European investment », *Bruegel*, 1 février 2020, 13 p.

[8] Le ministère est établi par le décret présidentiel du 21 mai 2012 n°636 sur la structure des organes du pouvoir exécutif. En février 2019, un nouveau décret (26 février 2019, n°78) y adjoint la région arctique et renomme l'institution en ministère de la Fédération de Russie pour le développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique.

[9] *Cf. infra*, point 3.1.

[10] Le Traité instaurant l'Union économique eurasiatique est entrée en vigueur le 1er janvier 2015. Il instaure la liberté de circulation des biens, des services, du capital et du travail entre ses signataires : Russie, Belarus, Arménie, Kazakhstan et Kirghizstan.

[11] Le Forum économique oriental est un forum annuel organisé à Vladivostok dans le but de promouvoir les investissements étrangers dans l'Extrême-Orient russe. Voir <https://forumvostok.ru>

[12] President of Russia, « Executive Order On National Goals and Strategic Objectives of the Russian Federation through to 2024 », Moscow, May 7, 2018, <http://en.kremlin.ru>, consulté février 2026.

[13] Jean Radvanyi, « La nouvelle 'stratégie de développement territorial' russe. Entre volontarisme et utopie ? », *Rapport annuel de l'observatoire franco-russe (2019)*, <https://fr.obsfr.ru> consulté février 2026.

[14] La Stratégie arctique adoptée en 2008 est mise à jour en 2020, avec une projection jusqu'à 2035. Voir « Stratégie du développement de la zone arctique de la Fédération de la Russie et de la sécurité nationale jusqu'à 2035 », <http://kremlin.ru>, consulté février 2026.

[15] Clara Loïzzo, « La Russie, puissance arctique contrariée », *Géoconfluences*, février 2025, <https://geoconfluences.ens-lyon.fr>, consulté février 2026.

[16] Vladimir Poutine, « Discours à la session plénière du 10ème forum économique oriental (île Russkiy) », 5 septembre 2025, <http://en.kremlin.ru>, consulté février 2026.

[17] « Что такое Специальный административный район и какому бизнесу он подходит » (Qu'est-ce que la région administrative spéciale et à quel business convient-elle ?), *RBC*, 17 février 2025, <https://www.rbc.ru>, consulté février 2026.

[18] Les ISEZ sont implantées dans les régions et territoires suivants : Amour, Région autonome juive, Primorie, Zabaïkal, Khabarovsk.

[19] Natalia Chabarovskaya, « Going Steady : China and Russia's Economic Ties are Deeper than Washington Thinks », *CEPA*, 16 juin 2025, <https://cepa.org> consulté février 2026.

[20] « Russia-China Forum concludes in Khabarovsk with 34 cooperation agreements », *Xinhua*, 21 mai 2025.

[21] Le tourisme connaît un essor fulgurant depuis que les pays ont levé l'obligation mutuelle de visa en septembre 2025 pour la Chine, puis en décembre pour la Russie.

[22] Voir à ce sujet les données de *l'Observatory for Economic Complexity*, accessibles sur www.oec.world.

[23] Anastasia Lyrchikova, « China and Russia in talks after halt to power supplies », *Reuters*, 16 janvier 2026, <https://www.reuters.com>, consulté février 2026.

[24] Sergei Vakulenko, « Why can't Russia and China agree on the Power of Siberia 2 gas deal ? », *Carnegie Endowment for International Peace*, 21 septembre 2025, <https://carnegieendowment.org>, consulté février 2026

[25] « China's investments in Russia's Far East make up 90% of foreign investments — Deputy PM », *TASS*, 5 septembre 2022, <https://tass.com/economy/1502813>

[26] À côté de ce poids chinois, d'autres acteurs asiatiques restent plus modestes mais actifs : le Japon et, dans une certaine mesure, la Corée du Sud demeurent présents dans les hydrocarbures, la construction navale et certaines infrastructures portuaires, tandis que des entreprises indiennes explorent des opportunités dans les secteurs pharmaceutique, diamantifère et des hydrocarbures dans l'Extrême Orient russe. « Indian Pharma Investor to Manufacture Medical Supplies In Russia's Far East », *Russia's Pivot to Asia*, 5 avril 2024.

[27] American Enterprise Institute, *China Global Investment Tracker*, <https://www.aei.org>, consulté février 2026. Les données ne comptabilisent pas les investissements indirects ni, *a fortiori*, ceux qui transitent par des juridictions offshore.

[28] Denis Kasyanchuk, « За время войны Китай сократил инвестиции в Россию » (Pendant la guerre, la Chine a diminué l'investissement en Russie), *The Bell*, 19 mai 2025, <https://en.thebell.io>, consulté février 2026.

[29] « Russia has given up on foreign investment », *The Bell*, 7 décembre 2024, <https://en.thebell.io>, consulté février 2026.

[30] « Tycoon Deripaska Warns Russia May Run Out of Money in 2024 », *Bloomberg*, 2 mars 2023, *Bloomberg.com*, consulté février 2026.

[31] « О необходимости смены модели экономического роста в России. Прежние факторы не действуют, новые - игнорируются », *Nezavisimaya Gazeta*, 27 février 2026, https://www.ng.ru/editorial/2026-02-26/2_9444_red.html

[32] « As the Kremlin stalls on peace talks, Russia's economy shows mounting strain », *Meduza*, 21 août 2025, <https://meduza.io>, consulté février 2026.

[33] « State Duma Passes 2026-28 Budget and Tax Increase Bills », *The Moscow Times*, 20 novembre 2025, <https://www.themoscowtimes.com>, consulté février 2026.

[34] L'affirmation selon laquelle l'État russe a saisi environ 50 milliards de dollars d'actifs depuis 2022 repose sur un rapport du cabinet d'avocats moscovite Nektorov, Saveliev & Partners (NSP), spécialisé en droit des affaires. Ce rapport, publié en juillet 2025, a recensé 102 cas de saisies d'actifs privés depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, pour un montant total de 3 900 milliards de roubles (environ 49,5 milliards de dollars). L'étude a d'abord été relayée par le quotidien russe *Kommersant*, qui l'a interprétée comme la confirmation d'un modèle économique de « forteresse Russie ». « Конфискованному верить » (croire les confisqués), *Kommersant*, 9 juillet 2025, www.kommersant.ru, consulté février 2026.

[35] Heli Simola, « Russia further increases military expenditure at the expense of other financing needs », *BOFIT Blog*, Bank of Finland, 3 octobre 2024, www.bofbulletin.fi, consulté mars 2026.

[36] Maria Engqvist, « Perspectives on Russian Railway Resilience : A Strategic Outlook for 2025 and Beyond », *FOI Memo 8833*, Swedish Defence Research Agency (FOI), mars 2025.

[37] La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Russie, qui s'appuie sur une dépêche de l'agence TASS, rappelle que « l'enveloppe allouée au programme public 'Rétablissement et développement social et économique de la République populaire de Donetsk, de la République populaire de Lougansk, des régions de Zaporojie et de Kherson' a doublé et atteint près de 940 milliards de roubles pour la période 2025-2027 ».

[38] Julien Plouchart, « Le pont de Crimée, un instrument redoutable contre l'Ukraine », *Regards sur l'Est*, 14 avril 2020.

[39] « First pile of future bridge across Lena river in Russia's Yakutia installed », *Interfax*, 27 octobre 2024, <https://interfax.com>, consulté février 2026.

[40] L'ampleur exacte de cette dégradation reste en effet difficile à établir en raison de la restriction progressive de l'accès aux données statistiques. L'agence fédérale de statistiques Rosstat a cessé de diffuser une part substantielle de ses données démographiques. En 2025, dans un contexte de poursuite du recul de la natalité, Rosstat a retiré de son rapport mensuel sur le « mouvement naturel de la population » les chiffres détaillés relatifs aux naissances et aux décès pour le dernier mois observé, ainsi que les données mensuelles sur les mariages et les divorces. Les statistiques ventilées par sujet fédéral ont également été supprimées, alors qu'elles étaient auparavant publiées séparément pour chaque région. Ce mouvement de restriction n'est pas inédit : dès mars 2022, peu après le lancement de « l'opération militaire spéciale », Rosstat avait déjà cessé de publier les statistiques de mortalité par âge et par région ; en 2024, l'ensemble des données relatives aux causes de décès a été retiré de la diffusion publique. « Росстат засекретил статистику по демографии », *LenPravda*, 19 mai 2025, www.lenpravda.ru, consulté 20 février 2026.

[41] « The Far Eastern Hectare : From Open Field To A Land Of Economic Freedom », *Service d'actualité du Forum économique oriental*, 2021, <https://www.forumvostok.ru>, consulté février 2026.

[42] « Russian Economy Needs To Gain Over 12 Mln Workers By 2032 », *Interfax*, 3 décembre 2025, <https://interfax.com>, consulté février 2026.

[43] « Why Chinese farmers have crossed border into Russia's Far East », *BBC*, 1 novembre 2019, <https://www.bbc.com>, consulté février 2026.

[44] « Comprehensive Strategic Partnership Treaty Between Russia and the DPRK », 19 juin 2024.

[45] Mathieu Boulègue, « Russia's Military Posture in the Arctic », Chatham House, Russia and Eurasia Programme, publié en juin 2019, mis à jour 15 octobre 2024, disponible www.chathamhouse.org

[46] Institute for the Study of War (ISW), « Russian Force Generation and Technological Adaptations Update, September 24, 2025 », publié le 2 octobre 2025, <https://understandingwar.org>, consulté mars 2026.

[47] Center for Strategic and International Studies, « The Ice Curtain : Russia's Arctic Military Presence », 1er février 2026, www.csis.org, consulté mars 2026.

[48] Kateryna Bondar, « How Ukraine's Operation 'Spider's Web' Redefines Asymmetric Warfare », CSIS, *Critical Questions*, 2 juin 2025.

[49] « Russia Relocates Strategic Bombers After Ukraine's 'Spider's Web' Drone Attack », *The Moscow Times*, 12 juin 2025.

[50] « Russia reportedly redeploys bombers to Far East bases after Ukraine's Operation Spiderweb », *Kyiv Independent*, 12 juin 2025.

[51] « Russia building major new explosives facility as Ukraine war drags on », *Reuters*, 9 mai 2025

[52] « World's Longest Ranged Fighters Delivered to Russian Air Force : Su-34M Maintains Surged Production Rates », *Military Watch Magazine*, 15 décembre 2025.

[53] Mathieu Boulègue, Justin Bronk, « Assessing Russian plans for military regeneration », *Chatham House*, 9 juillet 2024 ; Daria Massicot, « Russian Military Reconstitution : 2030 Pathways and Prospects, » *Carnegie Endowment for International Peace*, septembre 2024.

[54] « Moscow grapples with a generation of crippled men », *The Barents Observer*, 22 août 2025 ; « New military hospital in Northern Russia opens doors for legions of wounded men », *The Barents observer*, 21 novembre 2025.

[55] On les retrouvera dans le discours de Vladimir Poutine lors de la séance plénière du Forum économique oriental qui s'est tenu à Vladivostok le 5 septembre 2025 traduit et commenté dans : Guillaume Lancereau, « L'immortalité de Vladimir Poutine et le fantasme de l'Extrême-Orient », *Le Grand Continent*, 5 septembre 2025, <https://legrandcontinent.eu>, consulté février 2026. Pour un suivi précis et documenté, consulter les briefings de la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Russie, <https://www.ccifr.ru/fr>.

[56] Les deux terminaux sont conçus sur le même modèle : une unité flottante de stockage d'environ 360 000 m³ et deux postes de transbordement navire-à-navire, pour une capacité annuelle visée de plus de 20 millions de tonnes chacun. « Novatek To Invest 2.4 Bln Rubles In LNG Hub In Murmansk Region - Far East Development Corp », *Interfax*, 20 janvier 2023, <https://interfax.com>, consulté février 2026.

[57] Galina Kulikovskaya, Gurgun Gukasyan, Garush Minasyan, « National Projects 2019–2024 : “Comprehensive Plan For The Modernization And Expansion Of Main Infrastructure” And “Ecology” : Selected Implementation Results, Challenges, And Institutional Aspects », *RUDN Journal of Public Administration*, 2025, 12(2), pp. 164-188.

[58] « Carrying Capacity Of Russian Railways’ Eastern Section To Be Up To 210 Mln Tons By 2030 », *TASS*, 7 juin 2004, <https://tass.com>, consulté février 2026.

[59] Vladimir Poutine, « Discours à la session plénière du 9ème forum économique oriental (île Russky) », 5 septembre 2024, <http://en.kremlin.ru>, consulté février 2026.

[60] « Генерации подсветили цену » (La génération électrique éclaire le coût réel), *Kommersant*, 21.07.2025, <https://www.kommersant.ru>, consulté février 2026.

[61] « Russia’s Coal Miners Buckle Under Sanctions, Weak Prices And War », *Financial Times*, 13 octobre 2025, <https://www.ft.com>, consulté février 2026.

[62] *Bulletin de veille « 5/5 tendances de l’économie et du commerce extérieur de la Russie »*, *Observatoire de la Chambre de commerce et d’industrie France-Russie*, n°19, 5 juin 2025.

[63] *Ibid.*

[64] « Development Of Northern Latitudinal Railway Suspended for Three Years », *Russia’s Pivot to Asia*, 9 décembre 2025, <https://russiaspivottoasia.com>, consulté février 2026.